Départ à l'étranger : le délai de reprise fiscal passe à 10 ans, quelles conséquences concrètes ?

La loi de finances pour 2025 renforce les moyens de contrôle de l'administration fiscale. Désormais, lorsque la domiciliation fiscale à l'étranger est jugée fictive, le délai de reprise est porté à 10 ans, contre 3 ans en principe (ou 6 ans en cas d'activité occulte).

Cette extension s'applique à l'impôt sur le revenu, à l'IFI et aux droits de mutation à titre gratuit.

I - Un nouveau levier contre les fausses résidences fiscales

Dans une réponse ministérielle du 5 juin 2025 (RM Ruelle n° 03693), le ministre des Comptes publics a précisé que ce délai allongé vise les situations où une volonté de dissimulation est démontrée. Il ne s'appliquera pas aux erreurs de bonne foi ni aux divergences d'interprétation.

Deux conditions sont requises :

- **Un critère objectif** : non-respect des règles de l'article 4 B du CGI (foyer, activité principale ou centre des intérêts économiques en France) ;
- **Un critère intentionnel** : organisation volontaire d'un schéma d'évitement fiscal.

II - La jurisprudence éclaire la notion de résidence fictive

Le Conseil d'État, dans un arrêt du 7 octobre 2020 (n° 426124), a jugé que le centre des intérêts économiques ne s'évalue pas selon la simple détention patrimoniale, mais selon la capacité à produire des revenus. Le contribuable, domicilié à l'étranger, avait conservé ses principales sources de revenus en France : sa qualité de résident fiscal français a été rétablie.

Dans l'arrêt de la CAA de Paris du 10 juin 2022 (n° 20PA02272), la Cour a retenu que l'utilisation de sociétés interposées dans des États à fiscalité privilégiée, sans substance économique, révélait une volonté de dissimuler sa résidence effective.

Enfin, dans un jugement du TA de Cergy-Pontoise du 14 février 2025 (n° 2314660), le juge a constaté que les décisions stratégiques d'une société détenue par un expatrié étaient toujours prises en France, où vivait également sa famille. La résidence fiscale a été requalifiée.

Ces affaires démontrent que la réalité des faits prime sur la déclaration : présence en France, scolarisation des enfants, direction effective d'activités, gestion de

patrimoine localisé en France... Autant d'éléments pouvant entraîner une requalification.

Exemples concrets :

Cas n°1 : Mme T installée à l'Île Maurice, se dit expatriée mais passe près de 180 jours par an en France, où elle conserve sa résidence principale et ses comptes bancaires. Elle continue de percevoir des loyers et gère directement ses biens immobiliers français. L'administration peut estimer qu'elle est toujours domiciliée fiscalement en France.

Cas n°2 : M. X parti vivre officiellement à Malte et y ayant transféré son adresse personnelle. Cependant, il intervient toujours dans les décisions stratégiques de sa société française, perçoit des dividendes et détient des comptes-titres en France. Aucun transfert réel du centre de gravité économique n'ayant eu lieu, la résidence fiscale maltaise pourrait être écartée.

III - Quelles précautions pour les contribuables ?

L'administration doit établir la fausseté de la domiciliation et l'intention frauduleuse. Mais en pratique, le contribuable doit documenter activement son expatriation.

Un dossier probatoire doit inclure :

- **Un contrat de bail** ou acte de propriété à l'étranger ;
- **Des justificatifs de déménagement**, fermeture de comptes français, résiliation d'abonnements ;
- **Une inscription consulaire** ;
- **Un certificat de résidence fiscale** étrangère ;
- **Des preuves de transfert** du centre des intérêts économiques.

Le critère des 183 jours est insuffisant à lui seul. Il faut démontrer que moins de 50% des revenus et du patrimoine productif de revenus sont localisés en France.

L'extension du délai de reprise à 10 ans marque un tournant pour les contribuables mobiles. Elle ne remet pas en cause la liberté de s'expatrier, mais impose une cohérence rigoureuse entre les faits et les déclarations.

Il est désormais crucial d'anticiper chaque départ, de sécuriser la rupture avec la France, et de faire valider la stratégie par un professionnel spécialisé.